

## SOMMAIRE

- **Page 01** Vous y êtes !  
Édito
- **Page 02 à 06**  
Composez le 19 !  
*Les allocutions de la 1ère grande mobilisation 2023 contre la réforme des retraites. Des moments d'archives... Votre IHS y a mis son grain de sel !*
- **Page 07** Commémorer se conjugue au présent !  
*Ce 2 février 2023, la commémoration en hommage aux martyrs cégétistes du nazisme par l'Union locale de Nantes.*
- **Page 08** La retraite ; en faire toute une histoire !  
*Transcription partielle d'une intervention de Bernard Friot dans une émission dont le sujet est le régime des retraites et la macronie.*

Retrouvez  
des compléments d'infos  
et notre journal  
en téléchargement  
dans notre rubrique IHS  
sur le site internet  
de l'UD 44 :  
[lacgt44.fr](http://lacgt44.fr)

EN VIE DE LUTTES est le journal de l'Institut d'histoire sociale de Loire-Atlantique supplément à ses Cahiers - Il coûte le prix que vous voudrez bien lui donner. Non périodique.  
Directrice de publication : Nadine Cadiou - Comité de rédaction : Didier Aubinais, Julie Blondel, Éric Fleurimont, Jean-Paul Forgeau, Françoise Gallais, Michel Jameron, Patrice Morel, Cécile Porcher, Christian Retailleau, Martine Ritz - Maquette Patrice Morel.  
Imprimé par nos soins - Dépôt légal à la BNF février 2023 - N° ISSN 2968-2282 - N° de SIRET 92151084800010.  
Maison des syndicats - 1 place de la Gare de l'État - CP N° 1 - 44276 NANTES Cedex 2  
Contact : [ihs@lacgt44.fr](mailto:ihs@lacgt44.fr)



Infographie IHS CGT 44 | Patrice Morel

## Nous en sentons l'imminence quand l'an dernier nous avons proposé d'associer à notre IHS, la phrase « En vie de luttes, en faire toute une histoire ! »

Dès le début, dès 1947 comme nous le rappelle plus loin Bernard Friot, il a fallu lutter pour que le programme d'Ambroise Croizat puisse être appliqué. Les attaques sur les retraites ont été régulières, agressives, nuisibles aux travailleuses et aux travailleurs. Les gouvernements de droite comme de gauche n'ont eu de cesse que de reprendre les conquises sociales dans le but de faire baisser les pensions et d'augmenter les années travaillées: en 1993, 2003, 2010, 2013, 2019... Aujourd'hui le gouvernement a successivement présenté son projet délétère comme « un projet de justice d'équilibre et de progrès » puis il a essayé de convaincre du bien-fondé d'une réforme « difficile mais inévitable » ou « dure mais indispensable ». Considérant au passage les organisations syndicales irresponsables et niant les 75% des français opposés à ce projet. Pourtant cette intersyndicale nationale représente une chance et une force pour mobiliser plus largement le monde du travail.

La lutte, notre lutte, nous avons besoin d'en garder la trace. Celle de nos actions, de nos mots pour que l'histoire nous en rende justice.

À cet égard, votre IHS se positionne en garde-fou citoyen face à une réécriture de l'Histoire, et oppose la rigueur tenace des archives. Pour lutter contre la rumeur et les croyances, nous sauvegardons les textes, les documents d'époque, les voix, les mots. Nous constituons la mémoire de nos luttes.

Nous proposons aussi des projets citoyens, pédagogiques, des projets d'éducation populaire divers et variés pour que chacun y trouve une nourriture émancipatrice, le savoir, la connaissance, les outils de sa liberté.

Nous communiquerons, nous éditerons, nous enregistrerons, nous solliciterons et nous prendrons un plaisir réel à toutes ces actions ! Ce qui incite à penser que si vous nous rejoignez, il en sera de même pour vous... la tâche est belle et l'équipe joyeuse et solidaire ! Rejoignez-nous.

Nadine Cadiou  
Présidente

# COMPOSEZ LE 19 !

Voilà un numéro qui a disparu du bottin, mais pas des têtes quand on parle de janvier 2023 ! C'est le début d'un nouveau combat pour ne pas perdre des acquis qui reculent de plus en plus. Maltraité par le gouvernement notre régime de retraite serait en passe de faire vieillir les salariés jusqu'à épuisement !

**V**otre IHS a mis le focus sur les allocutions CGT faites ce jour dans les quatre lieux de manifestations. « Dépassé » me direz-vous ? Non. Simple-ment pour insister que l'activité produite à chaque action par vous devient une richesse archivistique, allocutions, tracts et photos (dont nous manquons !), qu'il faut conserver pour mémoire et enrichir nos luttes à venir ! Vous trouverez ci-après les allocutions faites le 19 janvier 2023 à Ancenis, Châteaubriant, Nantes et Saint-Nazaire.

**2 millions de manifestantes et manifestants dans le pays et notamment en Loire-Atlantique : 4 000 à Ancenis, 2 500 à Châteaubriant, 55 000 à Nantes et 16 000 à Saint-Nazaire.\***

## ANCENIS

Prise de paroles par Claude Gaudin Secrétaire général de l'Union Locale.

**A**ntonio Gramsci philosophe pouvait dire, il a un siècle, « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ».

Et bien oui, il faut regarder la réalité en face, l'argument, usé jusqu'à la corde par tous ceux qui ont réformé notre régime de retraites depuis 2010, a été resservi par la première ministre lors de sa conférence de presse.

Sans surprise, Elisabeth Borne, que dis-je, plutôt le fantôme de Thatcher, a placé son projet sous le signe d'un système menacé, « laisser accumuler les déficits serait irresponsable, à ses yeux ».

Travailler plus longtemps deviendrait le seul horizon responsable, le ministre de l'économie qui était présent a brandi le spectre dans la foulée des chiffres destinés à faire peur :

En 2030, le système accuserait un déficit de 13,5 milliards d'Euros. Inquiétant ? Vraiment, non, pas si on rapporte ce chiffre au PIB, devinez, il refuse de le faire Bruno le Maire ministre de l'économie.

Selon le conseil d'orientation des retraites, le COR, le déficit du régime oscillerait entre 0,5 et 0,8 point du PIB seulement, jusqu'en 2032.

Ces résultats ne valident pas le bien fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraites.

Mardi soir, Elisabeth Borne, fantôme de Thatcher a enfin déployé son jeu,

C'est 64 ans, au lieu des 65 ans annoncés par le candidat Macron lors de l'élection présidentielle en 2022, sans vouloir effectuer un mauvais jeu de mots devant vous ici présents.

L'exécutif avait annoncé qu'il pourrait atténuer un peu la violence du choc.

Borne, fantôme de Thatcher et ses sbires ont opté pour une solution hybride, qui représente le double avantage d'abandonner le marqueur des 65 ans, jugé trop clivant, tout en arrachant le



Olivier Véran, le laquais de l'Élysée, affirmait il y a encore quelques jours, ne se projetant pas dans l'idée d'une mobilisation massive ! Photo UL CGT d'Ancenis | Gérald Gourlay.

sous forme de cartes avec des valeurs comme les tarots.

L'âge légal de départ en retraite sera relevé de trois mois par an dès septembre 2023 pour atteindre 64 ans en 2030.

Dans le même temps, les salariés devront cotiser plus longtemps pour espérer toucher une pension à taux plein, avec l'accélération de la réforme Tournaine, aidé par certains, datée de janvier 2014, cette réforme inscrit dans la durée le principe d'allongement de durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein.

Cette durée est relevée d'un trimestre tous les 3 ans jusqu'en 2035 pour atteindre 172 trimestres, c'est à dire

quarante trois ans pour les générations nées en 1973 et les suivantes.

Le pouvoir macroniste veut mettre les bouchées doubles, puisque ce palier serait franchi dès 2027, soit dès la génération 1965.

soutien de LR à l'assemblée nationale.

Il n'en reste pas moins que le recul social est patent, tous les salariés vont devoir travailler davantage, même ceux qui exercent les métiers les plus pénibles.

En tournant le dos définitivement à l'acquis des 60 ans, mis en place en 1981, l'exécutif propulse le pays dans une machine à remonter le temps, qui a pour but de revenir dans les années 1970, époque où l'âge de départ à la retraite atteignait 65 ans.

Revenons aussi quelques instants sur l'annonce que le projet du gouvernement sera assorti d'une augmen-

tation du montant de la pension minimale pour les futurs retraités touchés par la réforme, comme pour les actuels.

Au lieu de 75% du SMIC aujourd'hui, son montant pour les personnes ayant

**Une machine à remonter le temps**

validé une carrière complète sera porté à 85 % du salaire minimum à partir de septembre 2023, soit environ 1 200 €. 1 200 € est déjà une misère, de plus, elle exclura, telle qu'elle est annoncée, bon nombre de retraités aux petites pensions.

Promettre une pension de 1 200 € minimum est un miroir aux alouettes puisqu'elle n'est prévue que pour les carrières complètes.

Les salariés n'ayant pas cotisé le nombre de trimestres requis ne seront en effet pas concernés.

Cette exclusion de la mesure touchera surtout les femmes : selon l'INSEE, en 2016 seules 49 % des femmes retraitées

## Un mouvement de résistance

avait validé une carrière complète, contre 75% des hommes retraités.

Olivier Véran, le laquais de l'Élysée, affirmait il y a encore quelques jours, ne se projetant pas dans l'idée d'une mobilisation massive.

Et à ceux qui voudraient tout de même protester contre la réforme des retraites, il précise « nous voulons aller jusqu'au bout ».

Nous aussi Véran et les autres nous voulons aller jusqu'au bout pour revenir à 60 ans.

Aujourd'hui nous sommes là, nous constatons déjà une mobilisation puissante, mais cela ne suffira pas pour un retour à 60 ans, nous devons nous inscrire dans un mouvement de résistance avec des actions permanentes et aussi l'appel à faire que le pays soit coupé de l'économie.

Chacun et chacune a une puissance de feu par le fruit de son travail, ne l'oublions pas, alors mettons cette force contre le système et cela passe par la continuité de cesser le travail divers et varié sur les sites de production, les services, les chantiers...

Avant de laisser la parole aux autres organisations syndicales, je tenais à reprendre devant vous une phrase d'Ambroise Croizat et je cite : « il faut faire de la retraite non plus l'antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie. »



UL CGT d'Ardenais | Gérald Gauthier



## CHÂTEAUBRIANT

Prise de paroles par Jean-Claude Taillandier, Secrétaire général de l'Union Locale.

**M**erci d'être présents aujourd'hui pour cette journée d'action contre l'annonce du report des retraites à 64 ans avec un allongement accéléré de la durée de cotisations.

L'ensemble des organisations syndicales les refusent pour le bien être des salariés.

Cette mesure est injustifiée !

Le rapport du conseil d'orientation des retraites (qui s'appelle le COR) indi-

Dans le même temps, les dividendes ont explosé, et les grandes entreprises payent toujours moins d'impôts et de cotisations sociales.

Notre pays n'a jamais été aussi riche ! Ce que nous voulons c'est travailler moins et mieux, et non le contraire.

Nous rejetons et nous ne pouvons accepter cette réforme qui est injuste et nous précipiterait vers une baisse des pensions.

Tous les travailleurs sont perdants : l'âge d'ouverture des droits serait augmenté de 3 mois, chaque année pour la génération née après fin juin 1961.

Pour ceux et celles nés après 1968, le départ à la retraite ne pourra pas se



Ensemble, faisons reculer le gouvernement pour ne pas mourir au travail ! Photo du journal L'Éclairateur (avec leur accord - Merci)

que clairement que **LE SYSTÈME DES RETRAITES N'EST PAS EN DANGER ET QU'IL N'Y A AUCUNE URGENCE FINANCIÈRE !!!**

**FAUX** ; le vrai objectif du gouvernement est qu'il faut travailler plus pour gagner moins au lieu de répondre au déficit énergétique, sanitaire et environnemental.

Le gouvernement prend la grave responsabilité de plonger le pays dans un conflit social de grande ampleur.

Cette réforme vise à contraindre l'ensemble des salariés, à se tourner vers

faire avant 64 ans.

De plus, il faudra avoir cotisé 43 années pour ceux et celles nés après 1966.

Les départs anticipés pour pénibilité, carrières longues ou régimes spéciaux seront reportés de deux ans.

Cette énième réforme des retraites, qui est proposée à la même logique, l'allongement de durée de cotisation et le recul de l'âge de départ à la retraite, qui n'a jamais réglé le financement.

Voilà ce que le gouvernement veut faire avec nos retraites.

L'argent existe !

Les 82 milliards versés aux actionnaires, les 150 milliards que les entreprises reçoivent en aides publiques, sous

**TROP, C'est TROP !**

l'épargne retraite, avec un éventuel espoir de maintenir leur niveau de vie, et d'alimenter les fonds de pension et de spéculations.

Ce serait un cadeau en or pour les banques et les assurances, mais un grave recul pour tous les salariés, qui n'auraient aucune garantie de récupérer leurs mises !

**TROP C'EST TROP !**

Il s'agit de la 8ème réforme en 30 ans, qui organise la baisse des droits à la retraite.

**ARCHIVER  
C'EST MILITER  
!  
Transmettez-nous  
vos allocutions, tracts  
et photos !**

## NANTES

forme d'exonération de cotisations sociales, la baisse des impôts etc. Sans contrepartie, ni sur l'investissement, ni sur l'emploi, ni sur les salaires, et donc tout cela amène à une perte majeure de financement pour la sécurité sociale.

La CGT a des propositions en matière de retraite :

### La CGT revendique

60 ans l'âge légal de départ à la retraite à taux plein et 55 ans pour toutes celles et tous ceux exerçant un métier pénible.

Nombreux salariés jettent l'éponge avant 60 ans, usés par une vie de labeur avec des conditions de travail pénibles.

Il faut tenir compte aussi des années d'études, des périodes de première recherche d'emploi et de l'inscription à pôle emploi.

Augmenter les salaires, pour garantir la juste rémunération de notre travail et de nos qualifications.

La CGT revendique :

- L'indexation des salaires sur l'inflation,

- La mise en place de sanctions pour les entreprises qui discriminent les femmes,

- La revalorisation des métiers féminisés et la reconnaissance des qualifications. C'est en faisant cela que 6.5 milliards par an rentreront dans les caisses,

- Fin des exonérations des cotisations pour le patronat.

C'est tous ensemble que nous pourrons faire reculer le gouvernement sur cette réforme qui ne convient pas aux travailleurs.

OUI le 19 janvier est un point de départ pour de nouvelles journées d'action.

La CGT appelle l'ensemble des salariés à se réunir en assemblée générale dans les entreprises pour décider de la suite des actions.

**ENSEMBLE  
FAISONS RECULER  
LE GOUVERNEMENT  
POUR NE PAS MOURIR  
AU TRAVAIL !**

### Prise de paroles par Fabrice David Secrétaire général de l'Union Départementale.



IHS CGT 44 | Nadine Cadiou

Cette réforme est non-seulement injuste mais elle aussi parfaitement inutile, sauf pour les capitalistes qui lorgnent déjà sur les profits qu'ils pourraient faire avec l'argent de celles et ceux qui auront les moyens de capitaliser pour avoir une meilleure retraite. 13 milliards de déficit annoncé en 2030,

*La meilleure façon donc d'obtenir la victoire, c'est de poser les outils, de faire grève et ainsi bloquer l'économie du pays.*

*Photo IHS CGT 44 | Nadine Cadiou.*



c'est une paille au regard du budget des retraites, et une paille comparée aux 157 milliards d'aides publiques versées chaque année aux entreprises sans aucune contrepartie. Nous avons mille solutions pour financer nos retraites et notre protection sociale : augmenter les salaires et donc les cotisations sociales, gagner l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, mettre fin aux exonérations de cotisations

qui nous coûtent plusieurs dizaines de milliards par an, élargir l'assiette des cotisations aux primes diverses, mettre à contribution les revenus financiers avec une modulation des cotisations sur le même principe que l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire, plus tu gagnes, plus tu payes. Avec 56 milliards de dividendes versés cette année aux entreprises du CAC 40, grâce aux richesses produites par les salariés, on devrait sans problème trouver les financements nécessaires.

Alors, la retraite qui redevient l'anti-chambre de la mort, c'est non !

Que ce soit toujours les plus modestes qui sont sacrifiés quand d'autres continuent de s'engraisser, c'est non !

Nous voulons la retraite à 60 ans à taux plein avec une pension minimum au SMIC.

Dans la 6<sup>e</sup> puissance économique mondiale, nous avons les moyens de la financer, ce n'est qu'une question de choix politiques.

Cette première journée de mobilisation contre la réforme des retraites est un succès.

Mais tout le monde sait qu'une journée comme aujourd'hui ne suffira pas à faire plier le gouvernement qui s'y est préparé. La seule chose qu'il entend, c'est quand ses amis capitalistes ne peuvent plus engranger de profits. La meilleure façon donc d'obtenir la victoire, c'est de poser les outils, de faire grève et ainsi bloquer l'économie du pays. Nos camarades des raffineries et de l'énergie s'engagent d'ores





Martine Ritz, administratrice de votre IHS s'invite à Nantes dans la manifestation pour ancrer la présence de notre institut.  
Photo IHS CGT 44 | Nadine Cadiou.

**S**i l'institut d'histoire sociale de la CGT a demandé à s'exprimer aujourd'hui, c'est pour que l'histoire soit racontée par les lapins et plus par les chasseurs...

Le 11 février 1951, mourait Ambroise Croizat !

L'anti-Macron par excellence !

Le seul ministre du Travail à avoir été... ouvrier !

Lors de son premier discours à l'Assemblée Nationale, Ambroise Croizat déclare :

« Il faut en finir avec la souffrance, l'indignité et l'exclusion. Désormais, nous mettrons l'homme à l'abri du besoin. Nous ferons de la retraite non plus une antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie. »

Il s'éteint à cinquante ans ! D'épuisement !

Après avoir joué un rôle majeur dans l'édification du modèle social français, tant jaloué à l'étranger, tant décrié par nos élites politiques et économiques.

Aujourd'hui le projet de réforme des retraites porté jusqu'à l'absurde par le gouvernement vise précisément à en finir une

fois pour toutes avec le système de protection sociale et de solidarité nationale que Croizat, avec d'autres, nous a légué.

Le capital prend sa revanche !

Les capitalistes comptent bien en effet nous prendre dans les filets de leurs mensonges et nous enlever ce que nous avons construit pour nous mettre à l'abri... Ceux-ci comptent bien prendre leur revanche pour de bon sur le camp des travailleuses et travailleurs.

Ambroise Croizat le savait. Il le savait bien, qu'il nous faudrait nous battre encore et encore, lui qui disait si souvent :

« Ne me parlez pas d'acquis sociaux mais de conquies sociaux, car le patronat ne désarme jamais. »

Jusqu'au bout, il exhorta le peuple à protéger et à défendre notre socle de protection sociale :

« Jamais nous ne tolérerons que ne soit renié un seul des avantages de la sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès. »

Nous voulions restituer et faire résonner ces propos d'Ambroise Croizat, un vrai ministre du travail, car il fut avant tout ministre des travailleuses et des travailleurs, pour y trouver le courage et la conviction de protéger un bien Ô combien précieux : la solidarité !

Belle manif et grève victorieuse à nous toutes et tous !

## SAINT-NAZAIRE

**Prise de paroles par Damien Girard, Secrétaire général de l'Union Locale.**

**L**a sentence pour nos retraites est donc tombée ce 10 janvier, par une nouvelle réforme Borne/Macron qui va sacrifier la santé mentale et physique des travailleuses et des travailleurs.

Un départ à 64 ans avec 43 annuités, c'est toutes et tous perdants et nous devrions accepter de passer de la fin de carrière au cimetière.

Ne perdons pas notre vie à la gagner !  
Le gouvernement est tellement confiant



dans ce projet qu'il a prévu de jouer avec la constitution pour arriver à ses fins avec un passage en force.

Mais peu importe les articles 47.1 ou 49.3, ce sont les pointures de nos chaussures battant le pavé qui vont être décisives !

Car non, notre système de retraite n'est pas menacé !

Gagner l'égalité femmes/hommes ou l'augmentation des salaires sont des mesures de justice sociale qui peuvent assurer l'avenir du financement de nos retraites.





Toutes et tous, ensemble, amplifions la lutte et ne lâchons rien ! Photo IHS CGT 44 | Patrice Morel.

Les richesses produites dans notre pays ne justifient pas cette guerre sociale menée contre le salariat pour enrichir toujours plus une poignée de 42 milliardaires.

Quelles retraites pour des jeunes qui peinent à accéder à l'emploi ? Quelles retraites pour des salariés usés par leurs tâches et virés de leurs boîtes avant 60 ans ? Quelles retraites, même pour ceux encore en bonne santé, comme ces femmes et ces hommes de chez RFS à Trignac, qui sont poussés vers Pôle Emploi par des multinationales riches à milliards telles que NOKIA pour toujours plus de profits ?

Bravo à toutes et à tous pour votre magnifique mobilisation d'aujourd'hui. Une mobilisation qui est un sérieux coup de semonce pour nos gouvernants.

L'Union Locale CGT de Saint-Nazaire appelle les camarades raffineurs, les énergéticiens, les portuaires, les dockers, les cheminots, les marins de notre territoire à poursuivre le travail de construction du rapport de force entamé, au sein de leurs intersyndicales respectives, et pour mettre en œuvre un socle commun de mobilisation par la grève propice à rassembler tous les autres secteurs professionnels, les retraités et la jeunesse.

Soyons attentifs aux prochaines dates de mobilisation qui seront proposées par l'intersyndicale, mais aussi aux diverses initiatives qui pourraient être impulsées par des collectifs de travailleuses et de travailleurs.

Toutes et tous, ensemble, amplifions la lutte et ne lâchons rien !



## FORMATIONS IHS CGT Loire-Atlantique

### SENSIBILISATION AUX ARCHIVES

27 et 28 mars 2023  
Dans les locaux  
de l'UL de Carquefou

### CORRESPONDANT RÉDACTEUR

12 et 13 juin 2023  
Dans les locaux de l'UL St-Nazaire

### CORRESPONDANT PHOTOGRAPHE

13 et 14 novembre 2023  
Dans les locaux de l'UD de Nantes

Renseignements sur le site internet  
de l'UD 44

\* Source : Tract intersyndical de Loire-Atlantique  
pour l'appel à manifester le 31 janvier.

### Manifestation du 05/12/2019

Le Monde titrait : « Grève du 5 décembre : cortèges massifs contre la « casse du système social », grèves reconduites...

36 350

manifestantes et manifestants.

### Manifestation du 19/01/2023

77 500

manifestantes et manifestants !

## LOIRE-ATLANTIQUE

# +53%

Sources CGT

# Commémorer se conjugue au présent !

Ce 2 février 2023, la commémoration qui se tenait dans le hall de la Maison des syndicats de Nantes avait une teneur et une émotion toute particulière.

À l'intérieur, une trentaine de personnes : élues et élus, militantes et militants, membres du Comité du souvenir de Loire-Atlantique, se tenait solennellement devant deux grandes plaques murales, avec au sol gerbes colorées. Initialement posées en 1948 sur les murs de la Bourse du Travail, ces plaques gravées par l'Union Locale des syndicats confédérés de Nantes en hommage à ses martyrs victimes de la barbarie nazie ont trouvé leur place logique, depuis 2010. On peut y lire 181 noms. Des noms qu'il faut lire un à un car chaque nom est une vie, une famille, un destin. 181 noms qui s'inscrivent parmi les

noms d'hommes et de femmes « ordinaires », souvent très jeunes, cégétistes et communistes pour la plupart, qui durant la seconde guerre mondiale se sont dressés contre l'innombrable. 181 histoires, qui ont eu en commun le même idéal de justice, de liberté, de progrès social.

Ces camarades sont notre histoire. Là d'où nous arrivons. Mais surtout ces camarades doivent constituer notre présent.

Ces femmes et ces hommes ont dû douter, hésiter, avoir peur, mais elles et ils n'ont pas flanché, pas failli.

80 ans après leur sacrifice, se souvenir veut dire aussi être à l'heure au rendez-vous de notre histoire contemporaine.

L'allocution de l'UL\* nous le rappelle : « l'histoire sociale est une longue chaîne de maillons de luttes, nous sommes les maillons d'aujourd'hui et il nous incombe de poursuivre la lutte. »



Maud Plantec en allocution avec Julie Blondel. Retrouvez le texte sur nos pages du site de l'UD. Photos IHS CGT 44 | Eric Fleurimont.



Car commémorer n'est pas seulement se souvenir mais poursuivre, prolonger, trouver la force de continuer le combat, de conquérir de nouveaux droits !

Aujourd'hui un pays tout entier se soulève contre une réforme inique du système social que ces résistantes et résistants ont contribué à faire naître.

Aujourd'hui, quatre générations plus tard, c'est dans leurs traces que nous marchons en creusant de nouveaux sillons d'espoir.

Si vous allez prochainement à la maison des syndicats, arrêtez-vous, lisez ces noms un à un et vous ressentirez certainement une émotion très particulière qu'on appelle le courage !

Belles luttes à venir ! Bel avenir des luttes !

Martine RITZ



181 noms de gravés - Photo IHS CGT 44 | Patrice Morel.

**Ces camarades sont notre histoire**



# La retraite ; en faire toute une histoire !

Votre journal vous propose des extraits d'une transcription d'une émission de la chaîne YouTube *Le Média*\*. Bernard Friot, sociologue et économiste, y intervient et décrit le processus de démontage du projet de la macronie qui ampute les acquis de 1946.



Copie d'écran Youtube

« Dans notre système de retraite, sur les 340 milliards de pension qui sont distribués, 250 relèvent de la même logique que celle qui a été impulsée en 1946 à l'initiative de ministres communistes en particulier Ambroise Croizat et qui fait de la retraite, la continuation d'un salaire de référence. Dans ces 250 milliards on ne tient pas compte des cotisations : ce n'est pas du tout la contrepartie de cotisations, c'est la poursuite d'un salaire de référence. Le salaire des 6 derniers mois, qui sont les meilleurs dans la fonction publique et par imitation en 1946, le salaire des 10 dernières années (transformé en 72 salaires des 10 meilleures années dans le privé), avec une modulation selon la durée d'activité validée.

[...]  
La riposte patronale est venue dès 1947 avec AGIR (en 1947) et ARCO (dans les années 60) qui disent que non, les retraités n'ont pas droit à du salaire mais au différé des cotisations. C'est un enjeu anthropologique majeur.

[...]  
**Et le déficit ? Existe-t-il ?**

Le déficit est un mensonge permanent depuis que le régime général de sécurité sociale existe. Ce régime général change le statut de la personne en attribuant du salaire à des gens qui n'ont pas d'emploi. Ça commence avec les allocations familiales qui en 1946 sont du salaire pour les parents, la retraite qui devient du salaire pour des retraités, le statut de la fonction publique qui est le modèle de ce dispositif. Toute cette conquête énorme a été immé-

diatement contestée au nom du déficit. (Lire *La bataille de la Sécu* de Nicolas Da Silva). Quand on fait les comptes de la protection sociale, ils sont excédentaires jusque dans les années 2000. Et pourtant on parle en permanence du « trou » de la Sécu... Nous sommes en pure propagande ! Il faut arrêter d'attribuer la moindre foi à ce que raconte le gouvernement, et y compris à ce que dit le COR (Conseil d'orientation des retraites) qui dit un tas de bêtises aussi.

La réforme, il y a trois ans, se présentait comme une réforme de système et les gens n'en n'ont pas voulu, comprenant que les gens perdraient de l'argent, alors qu'ils « vendaient » un nouveau système plus moderne, plus juste, plus universel, etc. Là on passe

à une réforme paramétrique, donc pas du tout une réforme de système, juste pour faire des petites économies. Ils font plein d'annonces sur un petit amendement ici ou là. En fait, ce sont les partenaires sociaux qui devraient être à la manœuvre sur la répartition de ces richesses. Le souhait est avant tout de faire des économies et ce qui intéresse Macron est de réduire la part des retraites assurées par l'État et se désengager. Le système de retraite c'est plus de 300 milliards d'euros par an qui sont mis en commun : à chaque fois que cette manne est

grignotée ce sont autant d'opportunités de marché pour les assureurs privés.

[...]  
Lorsque Croizat transpose dans le secteur privé la situation des fonctionnaires, ils sont titulaires de leur qualification et donc titulaires de leur salaire jusqu'à la mort. C'est pour cela que la pension est la poursuite du dernier traitement. Lorsqu'il transpose cela en faisant

la poursuite du traitement de référence (celui des 10 dernières années à l'époque, mais dans son esprit, il s'agissait de passer aux 5 dernières), il va se heurter aussitôt, dès 1947, à une initiative patronale qui est de profiter du plafond de la sécu (ce que la CGT combat, mais que FO défend puisque c'est

**« Lorsque l'on dit que Macron a renoncé à la réforme parce qu'il ne fait pas la retraite à points, pas du tout, [...] puisqu'il supprime les régimes spéciaux qui sont précisément ces régimes de droit au salaire continué qui ont servi de modèle en 1946 pour l'étendre à l'ensemble du privé. »**

son gagne-pain de créer des régimes complémentaires autour de l'AR-GIC ARCO et FO va jouer le jeu patronal de façon éhontée pendant des décennies. Dès 1947 le patronat riposte par le « j'ai cotisé - j'ai droit ». Pour eux, toute idée de rattacher le salaire à la personne doit être combattue vigoureusement.

**Voir aussi dans nos pages sur le site de l'UD, le Cahier hors-série sur le colloque Ambroise Croizat.**

\* [youtube.com/watch?v=OZ9wTeWodko](https://www.youtube.com/watch?v=OZ9wTeWodko)